

Prolétaires de tous les pays, unissez vous!

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 33

p.a.f. 0,60 € - juin 2013

Périodique du groupe Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Il faut faire entendre la voix du monde du travail !

Dans ce numéro:

Le capitalisme nuit gravement à la santé

*Congrès PS : les travailleurs ne peuvent compter
que sur leurs propres luttes*

PSA Aulnay (France) : après 4 mois de lutte, la direction a dû céder.

Interdiction des licenciements... d'ouvriers et d'employés !

Il y a 75 ans : Quand Hitler inaugurerait l'usine Volkswagen

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Interdiction des licenciements... d'ouvriers et d'employés.

L'attaque patronale actuelle porte sur l'« harmonisation des statuts employé et ouvrier ». Derrière cela, il s'agit notamment de raccourcir le préavis de licenciement des employés qui est un peu plus long que celui des ouvriers, bref de faciliter les licenciements.

Qu'on soit employé ou ouvrier, c'est de son salaire qu'on vit. Permettre aux patrons de licencier encore plus facilement l'employé, comme le gouvernement s'appête à le faire, aura des conséquences graves pour toutes les catégories de travailleurs.

Pour sauver notre peau, c'est l'interdiction de tous les licenciements qu'il faut imposer !

Attention au portefeuille, ils vont encore « sauver » l'index!

Depuis janvier, le calcul de l'augmentation des prix incorpore les prix soldés. Cela nous fera perdre 0,3% d'augmentation par mois. Mais le gouvernement ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Le nouvel index à l'étude vise à prendre en compte les offres promotionnelles des grandes surfaces (genre « 2è paquet gratuit ») ou des opérateurs télécom.

Voilà le travail que livrent les « spécialistes »... au détriment des salariés. C'est pourquoi il ne peut être question d'une véritable indexation des salaires sur le coût de la vie sans que les travailleurs imposent une vraie indexation, ainsi que leur contrôle sur les méthodes de calcul comme sur les prix.

Justice de classe

Jusqu'à présent, les personnes aux revenus insuffisants pour se payer un avocat, avaient droit à un avocat « pro deo » payé par le gouvernement. Celui-ci vient de décider que dans la plupart des cas, les avocats « pro deo » ne seront plus gratuits. Y faire appel, coûtera désormais 10€, plus 20 à 30€ par procédure entamée.

En principe, la constitution stipule que tous sont égaux devant le droit. Mais les riches y sont toujours plus égaux que les pauvres...



Quand le protectionnisme se pare de social...

L'Europe envisage de taxer à 47% les panneaux photovoltaïques produits en Chine sous prétexte de concurrence déloyale. Cette proposition a été présentée comme une protection face aux pays qui ne respectent pas la même législation sociale qu'ici.

Mais en quoi une taxe pourrait aider les ouvriers chinois à obtenir de meilleurs droits? Et comment cette taxe permettrait aux ouvriers d'Europe de ne pas perdre leurs acquis sociaux face aux patrons voraces? Par contre, les panneaux photovoltaïques deviendront plus chers...

Ce qu'il faut, ici comme en Chine, ce sont des luttes sociales pour défendre nos droits à une vie digne. Et ce n'est pas une taxe de plus qui pourra nous la donner.

Qui sommes nous

Pour les militants qui éditent La Voix des Travailleurs, le communisme est le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

C'est dans cette perspective, qui était celle de Marx, Lénine et Trotsky, que nous éditons le bulletin d'entreprise bimensuel La Voix des Travailleurs diffusé à l'usine Audi (VW) à Forest ainsi qu'à Durobor à Soignies.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention à voix.d.travailleurs@gmail.com,

ou par téléphone au **0479-44 81 52**.

Site internet : <http://www.lutte-ouvriere.org>

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs auprès de nos camarades ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Il faut défendre nos emplois et nos salaires !

Le gouvernement planifie la prolongation du gel des salaires, le VLD propose l'introduction des « mini-jobs » à 450 euros, le SPA de son côté, évoque de permettre aux abattoirs d'embaucher des travailleurs avec un genre de chèques services. Et « l'harmonisation » des statuts ouvrier et employé que les patrons sont en train d'imposer aux syndicats facilitera les licenciements...

Peu importe si ces rêves patronaux seront réalisés dans les mois qui viennent ou remis à plus tard, l'offensive patronale est loin d'être finie. Au contraire ! Chaque licenciement, chaque recul, chaque sacrifice imposé aux travailleurs ne peut qu'engendrer des nouveaux reculs.

En Belgique, nous n'en sommes certes pas encore au même point que les travailleurs grecs, espagnols ou roumains, mais dans ces pays, les capitalistes nous font la démonstration que leur rapacité ne s'arrêtera pas devant le fait de laisser les aînés sans soins et sans ressources, de laisser les jeunes se consumer au chômage, de priver les enfants de nourriture. Ils iront jusque là et encore plus loin, car c'est ainsi qu'ils peuvent maintenir leurs profits.

En temps de crise, quand les ventes baissent, les capitalistes ne peuvent maintenir, voire augmenter leurs profits qu'en aggravant l'exploitation des travailleurs pour s'accaparer une part plus grande encore des richesses créées par ces derniers.

Mais en excluant de la consommation des fractions de plus en plus importantes de la population laborieuse, le capitalisme restreint davantage les marchés et aggrave la crise. Ce à quoi les capitalistes ne peuvent réagir autrement que par de nouveaux licenciements, de nouvelles baisses de salaire, bref par une nouvelle aggravation de l'exploitation...

C'est une spirale sans fin qui repose sur les contradictions profondes du capitalisme, un système économique basé sur la recherche du profit à tout prix, un système où la majorité travaille pour enrichir la minorité de propriétaires des grandes banques et entreprises, un système anarchique et incontrôlable où les capitalistes poursuivent leur recherche du profit, où règne le chacun pour soi. Un tel système ne peut que produire des crises, toujours plus profondes et plus destructrices.

La seule solution pour sortir définitivement de cette spirale infernale, c'est de renverser le capitalisme. Il

faut que les travailleurs arrachent les moyens de production qui permettent à l'humanité de produire ce dont elle a besoin, des mains d'une minorité de capitalistes qui détournent ces moyens à leur seul profit. Une économie plus rationnelle, une économie soumise aux besoins humains, ne sera possible que dans une société communiste où ceux qui produisent sont aussi ceux qui décident.

Certes, cela semble loin aujourd'hui et beaucoup diront qu'il ne faut pas rêver. Mais il ne s'agit pas de rêver. Il s'agit de comprendre que le capitalisme ne peut être sauvé et qu'aucun sacrifice auquel on nous fera consentir par la persuasion, par la force des choses et puis par la force tout court, ne nous sauvera. Il s'agit de comprendre que les travailleurs n'ont rien à attendre des dirigeants politiques ou syndicaux qui font miroiter des « plans industriels générateurs d'emplois », des « politiques durables » et autres « solutions pour sortir de la crise ». Ou plutôt qu'ils n'en ont à attendre que des coups. Qu'il n'y aura pas de miracle, mais que les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces collectives pour défendre leur peau ! Que c'est eux ou nous, leurs profits ou nos salaires !

Face aux intérêts capitalistes, il faut faire entendre les intérêts du monde du travail :

Il faut imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, sans perte de salaire ! Pourquoi les uns devraient-ils se crever au boulot avec des cadences toujours plus infernales, tandis que les autres sont condamnés au chômage ?

Ce n'est pas aux travailleurs de renoncer à leur salaire pour permettre aux actionnaires de garder leurs dividendes. Au contraire, les salaires doivent continuer à suivre l'évolution des prix. Et pour que l'indexation ne soit pas un mot de plus en plus creux, il faut contrôler l'index nous-mêmes. Qui mieux que les travailleurs et leurs familles connaissent les prix des marchandises dans leurs caddies, mais aussi de leurs loyers, assurances et factures d'énergie ?

Les capitalistes nous expliqueront que ce n'est pas possible, qu'ils n'ont pas le sou ? Qu'ils nous montrent leurs comptes ! Il faut que les travailleurs puissent contrôler où vont les richesses qu'ils ont produites.

Il ne suffit pas de le dire pour que cela se fasse ? Certes, mais chaque travailleur qui s'inscrit dans cette perspective de la future offensive des travailleurs, est un gage pour l'avenir.

Santé :

L'exploitation capitaliste, c'est mortel

En 2011 (la dernière année pour laquelle il y a des chiffres), plus de 147.000 accidents de travail ont été comptés. Plus de 14.000 accidentés en gardent un handicap permanent, 82 en sont mort. Et c'est sans compter tous les accidents non déclarés ou non comptabilisés (notamment ceux survenus à la SNCB, dans les hôpitaux...).

Non seulement, le chiffre des accidents graves est à la hausse, mais les assurances refusent de reconnaître un cas sur 10, quatre fois plus qu'il y a 25 ans...

Le nombre d'accidents augmente avec l'exploitation, ainsi les intérimaires courent le plus grand risque. Il n'est pas exagéré de dire que combattre l'exploitation c'est une question de vie ou de mort pour les travailleurs !

Insuffisant !

Quelque 140 inspecteurs sont chargés de contrôler le bien-être au travail. Cela fait 1951 entreprises à contrôler par inspecteur... Autant dire que les lois censées protéger la santé des travailleurs ne seront pas appliquées si les travailleurs n'y veillent pas collectivement eux-mêmes.

Ils nous usent jusqu'à la corde

L'Institut national d'assurance maladie-invalidité a versé moins d'indemnités en 2012 que prévu.

La raison principale serait que les travailleurs vont travailler même en étant malades.

Il faudra se rappeler cela la

prochaine fois que les patrons nous traiteront encore de fainéants, profiteurs et autres noms d'oiseaux. Et nous devons aussi nous rappeler que leurs profits ne valent pas qu'on y laisse notre santé !

Leurs profits ou notre santé ?

D'après l'organisation mondiale de la santé (OMS), le retard dans le développement des tests et des procédures de diagnostic du Coronavirus est dû au fait qu'un brevet déposé par des laboratoires pharmaceutiques empêche

l'ensemble de la communauté scientifique d'y accéder.

Le virus a déjà fait 22 victimes. Combien d'autres seront-elles sacrifiées pour le profit des laboratoires ?

Prendre au cœur pour donner aux riches

Parmi les 166 millions d'économies imposées par le gouvernement sur les soins de santé, figure le non-remboursement de l'électrocardiogramme sauf « en cas de soins intensif ou chez le cardiologue ». Cet examen est pourtant un outil de diagnostic précieux pour la prévention et les soins.

En outre, l'accumulation de ce genre de mesures pousse les hôpitaux vers des déficits qu'ils comblent

soit par des suppressions d'emplois d'infirmières ou de techniciens, soit en re-facturant sur d'autres postes, à charge des patients et de leurs familles.

Et tout cela pour permettre aux gouvernements de continuer leur plan d'aide permanent aux banques et à la classe capitaliste.



Echos des entreprises

Audi / VW - Forest

VW – temps durs annoncés, mais pas pour les actionnaires.

A l'assemblée générale des actionnaires du 25 avril, le PDG du groupe Volkswagen, Martin Winterkom, a annoncé que les « mois prochains seront tout sauf faciles », en faisant état d'une certaine baisse des ventes du groupe en Europe.

Cela n'a pas empêché le conseil d'administration d'augmenter le dividende des actionnaires de 15%.

Alors oui, il faut se préparer à des temps durs, et à faire payer ceux qui empochent les richesses que nous produisons !

Il vaut mieux se souvenir

L'usine mère du groupe Volkswagen n'ose pas fêter le 75ème anniversaire de sa fondation. En effet, cela ne fait pas bien ce 26 mai 1938 quand Hitler parcourut la foule des invités en cabriolet à côté de l'ingénieur Ferdinand Porsche qui avait obtenu la commande de la voiture du peuple... C'était le grand-père de Ferdinand Piëch, l'actuel actionnaire principal et président du conseil de surveillance de VW. On pourrait aussi se souvenir qu'Anton Piëch, le père de Ferdinand, directeur général de l'usine pendant la guerre, a eu massivement recours aux travailleurs forcés qui n'ont pas tous survécus...

Quant aux travailleurs qui avaient mis de l'argent sur un compte spécial afin de devenir

propriétaire d'une voiture du peuple, beaucoup furent mobilisés deux ans plus tard et l'usine de Wolfsburg qu'ils avaient contribué à financer, ne fabriqua pas de voitures pour partir en vacances, mais des chars pour partir à la mort.



à gauche : célébrations nazies pour la fondation de Volkswagen en haut : Hitler et F.Porsche montent en voiture...

nous mènent les démagogues qui veulent nous faire croire qu'entre un capitaliste comme Porsche ou Piëch et les travailleurs, il peut y avoir un intérêt commun, car ils seraient d'un même peuple... Et ce piège nationaliste ne fonctionne pas qu'en allemand...

Le profit capitaliste nuit gravement à la santé... et à toute la société

Le Soliris, ce médicament contre deux maladies rares mais extrêmement handicapantes et mortelles à terme, sera donc finalement remboursé. Très heureusement pour Victor et des dizaines d'autres personnes en Belgique qui souffrent de ces syndromes.

Mais le choix de la firme pharmaceutique Alexion de faire pression dans le sens du remboursement d'un médicament qu'elle vend 500.000 euros par an et par patient, en faisant médiatiser le cas de Victor, laisse un goût de chantage.

Certains commentateurs ont même posé la question de savoir s'il est justifié de faire supporter un tel coût aux caisses de l'INAMI qui doit, selon eux, faire des économies, pour ne soigner que quelques individus avec un médicament si cher. Mais pourquoi l'INAMI devrait faire des économies et lesquelles ? Et s'il y a une question qui n'a pas été posée, c'est la question du profit.

La firme justifie le prix très élevé du médicament par le coût de la recherche pour développer un médicament qui ne servira finalement qu'à un nombre réduit de personnes, ne permettant donc pas un large amortissement du médicament.

Combien le développement de ce médicament a réellement coûté ? Combien de subventions à la recherche la firme a-t-elle touché aux Etats-Unis ou en Europe, car la recherche et le développement dans le domaine pharmaceutique sont en fait hautement subventionnés, et donc de fait déjà payés en partie par l'argent public ? La firme n'a même pas eu à répondre à ces questions et ses allégations n'ont nullement été

vérifiées. Elle n'a eu qu'à annoncer le prix de son choix.

Dans le communiqué de la ministre de la santé et des affaires sociales Laurette Onkelinx qui se réjouit de l'accord avec Alexion, on n'y apprend rien de plus, car, peut-on y lire : « les modalités de l'accord, concernant des secrets commerciaux, resteront confidentielles ». Ainsi, la population a bien le droit de payer, mais pas de savoir pour quoi.

On y trouve toutefois confirmé que les médicaments, c'est avant tout une affaire d'accords commerciaux.

Une affaire commerciale qui doit rapporter et qui a quand même rapporté un profit de près de 200 millions d'euros à Alexion en 2012. Une affaire commerciale qui semble tellement alléchante aux spéculateurs que l'action se vend aujourd'hui à un prix 5 fois plus élevé qu'il y a 5 ans... Et rien que cela a enrichi plus d'un riche détenteur de ces actions. Depuis la décision du gouvernement belge de rembourser ce médicament, le cours de l'action est d'ailleurs monté de 6%.

Alors, ce qui coûte vraiment cher dans beaucoup de médicaments, ce sont les profits. Et ce sont les profits des entreprises pharmaceutiques, toujours élevés, qui contribuent à vider les caisses de la sécurité sociale, et là sans aucune utilité sociale.

Et de ce côté-là, il y a de quoi faire des économies. Ainsi, les prix sur les étiquettes que les ouvriers de l'expédition des usines pharmaceutiques collent sur les boîtes d'un même médicament destinées à l'exportation peuvent varier du simple au décuple, en fonction du remboursement prévu dans le pays de destination.

Les défenseurs du système prétendent que sans la perspective de profit, les médicaments ne seront tout simplement pas produits, aucun capitaliste ne veut investir dans la recherche sans profit...

Effectivement, seuls les médicaments qui rapportent sont produits. Ainsi, des médicaments nécessaires à des millions de personnes et souvent même peu coûteux à produire, ne le sont pas, car les pauvres ne font simplement pas partie du marché. Dans le capitalisme, ils ont juste le droit de crever. Cette privation de médicaments qui existent pourtant s'apparente à un véritable génocide permanent.

Quant à la recherche, c'est du « capital à risque », comme disent les capitalistes. Car on ne peut pas être sûr qu'elle aboutira vraiment sur un médicament qui rapportera. Alors, si la recherche a encore lieu, c'est bien parce que dans les pays riches, les États donnent des garanties et subventionnent la recherche avec l'argent public.

Alors non, les médicaments ne doivent pas être soumis à la loi du profit. La recherche, les médicaments et les soins, tout comme les autres biens de première nécessité, tels que la nourriture, l'eau, le logement, l'éducation,... doivent être une affaire publique, soumise au contrôle de la population. De cette façon, leur étude et leur production seront conditionnés uniquement par les besoins et non pas par la recherche du profit de quelques-uns. Un remède qui ne pourra être appliqué que par la voie révolutionnaire, mais qui guérira l'humanité de beaucoup de maux qui trouvent leur origine dans le fléau du profit capitaliste.

Les licenciements et leurs complices

Thales Alenia Space est une multinationale (2,1 milliards de chiffre d'affaire) spécialisée dans le domaine aérospatial. Fin 2012, elle a licencié 78 travailleurs sur les 570 du site de Charleroi. Les carnets de commande sont pleins mais la direction parle de licenciements préventifs car les ventes pourraient baisser.

C'est cette même entreprise qui vient de recevoir 6 millions € de la part de la région wallonne comme aide à la recherche spatiale.

Interviewé à la radio le directeur de Thales a expliqué fièrement que dans le domaine spatial, les investissements pouvaient rapporter 10 fois leur mise de départ.

Combien d'autres licenciements bénéficient des subventions que distribue la région Wallonne au patronat?

HypOnkrisie

Les employés du SPF Santé-Publique ont découvert sur leur Intranet une lettre de leur management les appelant à « prendre des congés sans solde » ou « des congés parentaux » pour éviter 40 licenciements. La ministre Onkelinx est venue avec son show à la tribune du parlement pour appeler les managers à retirer cette lettre et à trouver « des alternatives crédibles ». Mais qui a baissé de 9% le budget du personnel de ce ministère ?



Trop de zones d'ombre au plan Marshall

Grands auto-applaudissements ces derniers jours au gouvernement wallon : grâce au plan Marshall, le gouvernement aurait permis la création de 60.000 emplois. Le monde entier envierait la Wallonie pour cette performance. Voilà un chiffre jeté qui fait bien...

Mais quel genre d'emploi, pour quel salaire, à quelles conditions et pour quelle durée ? Voilà quelques questions que les travailleurs sont en droit de se poser, mais sur lesquelles les ministres restent bouche cousue. De même que sur le nombre d'emplois qui disparaissent dans la fonction publique et les communes, dont les caisses sont vidées par le plan Marshall et d'autres cadeaux aux patrons...

Il faut interdire les licenciements et imposer la répartition du travail entre tous, sans perte de salaire. Et pour ça, c'est sur les profits qu'il faut prendre, et pas l'inverse !

On ne choisit pas ses parents... mais on choisit son camp !

« Je suis fils d'ouvrier, petit-fils d'ouvrier, je suis né dans le dénuement, la misère et tout cela, je ne l'oublie pas, je reste celui-là dans tout ce que je fais et ce que je ferai, croyez-moi ! » Voilà ce qu'a entre autres déclaré Elio Di Rupo lors d'un meeting à La Louvière le 21 mai.

Aujourd'hui Di Rupo est membre du CA de Belfius comme il l'était de Dexia. Il a participé à la privatisation de Belgacom. Et il dirige un gouvernement qui baisse les allocations de chômage, bloque les salaires, repousse l'âge du départ en prépension... comme quoi, un fils d'ouvrier peut servir le patronat avec autant de zèle qu'un des leurs.

Et s'il croit qu'il va nous faire avaler la pilule en disant qu'il est un des nôtres...il se trompe !

L'engagement de Bruno Tobbac... du côté des patrons

Lors de son allocution du premier mai à Gand, le président du SP.A a déclaré que chaque euro qui sera récupéré dans la lutte contre la fraude fiscale devra servir « à réduire les charges sur le travail », c'est-à-dire alléger les cotisations que payent les entreprises.

C'est une politique que les partis socialistes poursuivent d'ailleurs depuis de nombreuses années à l'unisson avec l'ensemble des partis gouvernementaux.

Lutter pour changer le monde...

A l'origine, le 1er mai était un jour de lutte où, dans le monde entier, les travailleurs se mobilisaient pour exprimer l'idée que l'avenir de l'humanité est entre les mains de ceux qui créent toutes les richesses de la société, la classe ouvrière, et que cet avenir sera communiste (ou « socialiste », comme on disait aussi pour désigner la même idée de société basée sur

les intérêts collectifs et non le profit d'une minorité).

Ceux qui se disent abusivement socialistes aujourd'hui ont abandonné cette perspective depuis bien longtemps. De même que les revendications immédiates que les travailleurs avaient coutume de défendre le 1er mai, comme par exemple les huit heures (sans perte de salaire).

Les travailleurs seuls créent toutes les richesses

Ils considéraient alors très justement que ce que les travailleurs pouvaient arracher à leurs exploités n'était que leur dû, car ils ne faisaient que récupérer une

partie de la richesse qu'ils avaient créée.

Le mensonge des «charges»

Rien à voir avec les Tobbac et compagnie qui se font les porte-paroles de la propagande patronale et veulent nous faire croire que les travailleurs sont « une charge », tandis que les patrons seraient indispensables.

Chez Audi, Caterpillar, ArcelorMittal, Dufenco et toutes les autres grandes sociétés, on ne voit jamais les actionnaires qui empochent les dividendes, et pourtant ça tourne... Alors, la « charge », c'est qui ?

Pour changer leur sort, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres luttes.

Le 21 avril, le parti socialiste a tenu son congrès sous la direction de son nouveau président Paul Magnette.

Après la baisse des allocations des chômeurs, l'allongement des carrières – c'est-à-dire la réduction des pensions –, le gel des salaires décrété par le gouvernement, l'austérité tous azimuts à tous les niveaux, il fallait au nouveau président du parti, un vrai talent de menteur professionnel pour présenter le PS comme un parti engagé, combatif et progressiste...

Mais Paul Magnette n'invente rien. Il applique simplement la recette utilisée et réutilisée depuis un siècle, depuis que les partis socialistes sont entrés dans les gouvernements bourgeois : sans les socialistes au gouvernement, cela serait encore pire, disent-ils.

Le parti socialiste ferait de la résistance, d'après Laurette Onkelinx, il serait même « sur les barricades », voire « en guerre » contre l'Europe de l'austérité à tout prix, contre les nationalistes flamands qui veulent scinder la sécurité sociale, contre le libéralisme.

Ainsi, chez nous disent-ils, pas de licenciements de fonctionnaires (seulement quelques milliers de suppressions de postes), pas de suppression de l'indexation des salaires (seulement une manipulation de l'index qui le réduit à néant et le gel des salaires), pas d'augmentation de l'âge de la pension (il faut seulement un nombre d'années de travail inatteignable pour avoir droit à la

retraite complète), ...

On éviterait donc le pire avec le PS au gouvernement ? Pas sûr, car en décevant et démoralisant les travailleurs, le PS crée les conditions d'une offensive encore plus forte du patronat et des partis de droite, voire d'extrême-droite.

La crise capitaliste s'aggrave de jour en jour et l'offensive patronale avec elle. Pour le grand patronat, il n'est pas question de renoncer à ses profits et pour les maintenir malgré la crise, il n'a qu'un moyen : augmenter l'exploitation des travailleurs, avec les licenciements et les attaques contre l'index, les préavis des employés, les pensions, la Sécurité sociale, etc.

Oui, le monde du grand patronat fait la guerre aux travailleurs. Et ce n'est pas le PS qui protégera les « droits que nos grand-parents ont arrachés de haute lutte », comme l'a dit Magnette. Quand la crise s'accélère, les travailleurs perdent même très vite les seules choses qu'ils possèdent dans la société capitaliste : leur emploi et leur salaire. Même quand les socialistes sont au gouvernement, comme c'était le cas en Grèce ou en Espagne et aujourd'hui en France. Et chacun de ces reculs ne peut qu'en préparer d'autres et aggraver la crise par la baisse de la consommation de la population.

Oui, il faut absolument préparer la riposte, sous peine de vivre ce que les travailleurs en Grèce, en Espagne ou en Italie subissent déjà. Mais les travailleurs n'ont rien à attendre des gouvernements, qui sont à plat

ventre devant les capitalistes, les banquiers et les grands patrons. Les partis qui sont au gouvernement, ne font qu'exécuter la volonté capitaliste... et tenter de le justifier après.

Le PS qui se réclame des valeurs du mouvement ouvrier et chante l'Internationale le poing levé, ne fait que trahir ces idées. Cela n'entraîne que désorientation et démoralisation au sein de la classe ouvrière. C'est sur ce terrain que se développent les populistes et l'extrême-droite, un danger mortel pour les travailleurs et qui commence à pointer son nez partout en Europe.

Le monde du travail changera son sort en se réappropriant l'idée essentielle du socialisme : que l'avenir de l'humanité ne sera pas le capitalisme, mais le communisme, une société que les travailleurs auront débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme. En se réappropriant le programme de son chant traditionnel de lutte, l'Internationale, qui dit entre autres : « Il n'est pas de sauveurs suprêmes, ni Dieu, ni César, ni tribun, producteurs sauvons-nous nous-mêmes ! ».

La classe ouvrière peut être forte, mais sa force ne réside pas au gouvernement, elle réside dans son nombre et dans le fait qu'elle est à l'origine de toutes les richesses. Quand les travailleurs en prendront conscience, ils sauront faire grève massivement, faire reculer les capitalistes et leur enlever leur pouvoir de pousser le monde entier à la catastrophe.

Les travailleurs doivent contrôler les comptes des entreprises et de leurs propriétaires

La délégation Caterpillar a annoncé qu'elle fera appel à la société de consultance SECAFI, spécialisée dans le conseil aux syndicats.

On ne peut en effet faire aucune confiance aux déclarations d'une entreprise comme Caterpillar qui dispose de toute une armée de spécialistes en torture des chiffres pour faire apparaître comme catastrophique une situation qui rapporte des centaines de millions

aux actionnaires chaque année.

Mais les consultants de SECAFI n'auront accès qu'aux chiffres que Caterpillar veut bien leur donner. Ceux qui ont réellement moyen de vérifier où passe l'argent, ce sont les travailleurs. Car ils sont partout et voient tout : l'entrée des matières premières, les factures établies, celles que l'entreprise paye (ou ne paye pas), la destination et les prix des produits finis, etc... Collectivement, ils peuvent tout savoir.

Hold-up sur les postiers et le service public

BPost s'apprête à entrer en bourse. Pour convaincre ceux qui ont de l'argent à placer d'acheter des actions BPost, Johnny Thijs, CEO de l'entreprise, promet que 85% des profits seront versés aux actionnaires. Et pour les réaliser, il compte continuer à diminuer le personnel jusqu'en 2020 (actuellement l'emploi diminue de 1200 postes par an à la Poste), augmenter la productivité (plus de travail abattu par moins de postiers) et (encore) augmenter les prix ...

C'est bien « la bourse ou la vie » !

Grève des bagagistes de Swissport

Du 13 au 16 mai, les travailleurs de Swissport, la société qui fait charger et décharger les bagages à l'aéroport de Zaventem, ont été en grève pendant quatre jours. Ils ont dénoncé des horaires coupés et les équipes où il s'agit de sortir en une heure 5 tonnes de bagages d'un avion, à deux !

Leur action a vite mené à une belle pagaille qui n'a fait que démontrer que sans ces travailleurs invisibles rien ne va.

Le gouvernement a réagi en réquisitionnant les outils et en lockoutant les travailleurs de fait, montrant par là de quel côté il se range.

Les travailleurs ont tenu bon malgré les pressions et obligé le CEO de Swissport à se déplacer (avec ou sans bagages ?) jusqu'à Bruxelles et à faire quelques concessions. La force des travailleurs, c'est la grève !

PSA Aulnay :

Après quatre mois de grève, la direction a dû céder

Vendredi 17 mai, les grévistes de PSA Aulnay ont voté la suspension de la grève entamée le 16 janvier dernier.

Tous les licenciements pour « faute lourde » – en réalité, pour fait de grève – et les poursuites contre trois délégués et des dizaines de grévistes sont levés. La grève a permis à l'ensemble des travailleurs du groupe PSA d'obtenir des primes de licenciement, de mutation et de déménagement supérieures à ce que la direction proposait avant la grève.

Mais les principaux acquis de la grève ne se limitent pas à l'amélioration du plan social.

Alors que tant de travailleurs sont licenciés sans se défendre collectivement, les grévistes de PSA Aulnay ont mené une guerre sans répit à la famille Peugeot. Avec le soutien de nombreux non-grévistes, ils ont paralysé la production d'Aulnay. Ils ont enchaîné les manifestations, seuls ou avec d'autres travailleurs (Goodyear, Virgin, Presstalis...) et les visites à d'autres usines.

Les grévistes s'adressent à tous les travailleurs

Ils se sont adressés à l'ensemble des travailleurs du pays, pour l'interdiction des licenciements. Ils ont financé leur grève en recueillant, grâce à la solidarité de dizaines de milliers de travailleurs, quelque 800 000 euros qui leur ont

permis de tenir. Ils ont aussi multiplié les actions, annoncées ou « surprise », en direction de PSA, du patronat (Medef, UIMM) et du gouvernement, tous furieux d'être ainsi contestés.

Une grève menée par les travailleurs eux-mêmes

Cela a été possible, parce que la grève a été menée, du début à la fin, de façon démocratique, consciente, par les travailleurs eux-mêmes. Réunis tous les jours, voire deux fois par jour, en assemblée générale, ils ont ainsi pris toutes les décisions. Un comité de grève, ouvert à tous les grévistes, s'est réuni

de façon quasi quotidienne pour discuter de tout, depuis les sandwiches et les repas, jusqu'aux collectes, en passant par les actions à mener et les innombrables problèmes posés par la grève.

Tous ont appris énormément de choses dans cette lutte, tous restent déterminés à poursuivre, sans répit, la lutte ouvrière contre la rapacité sans bornes du patronat.

